

## Aider la Grèce... ou la réduire ?

LE MOIS DE JUIN EST UN MOIS CRUCIAL POUR LA GRÈCE. Un mois crucial pour la démocratie et pour les peuples européens. Le gouvernement grec n'a pas trahi la parole donnée au peuple. Il n'a pas trahi le mandat pour lequel il a été élu. La réalité n'est pas celle qu'on nous raconte tous les jours: ce gouvernement tient ses engagements vis à vis du peuple grec.

Dans le même temps, il cherche avec raison, avec esprit de responsabilité un accord avec les autorités européennes. Depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement, la Grèce a remboursé sept milliards d'euros à ses créanciers. En retour, pas un euro n'a été versé de l'Europe vers la Grèce. Ce n'est donc pas la Grèce qui a un problème. **C'est l'Europe qui a un problème avec le respect du peuple grec.**

Sur la base des propositions du gouvernement grec, un accord raisonnable est possible et tout doit être fait pour l'obtenir. Il y a aujourd'hui un face à face. D'un côté, des « jusqu'au-boutistes », des « aventuristes » comme le ministre des finances allemand, qui veulent la rupture et cherchent à enfermer la Grèce dans cette alternative : la capitulation ou l'expulsion. De l'autre, un gouvernement élu qui cherche à appliquer son programme et appelle à la solidarité.

**Il y a 10 ans, le peuple de France a dit NON au Traité constitutionnel européen.**

La France doit être aux côtés d'Alexis Tsipras et du gouvernement grec. **La France sera elle-même, elle sera grande si elle est au rendez-vous pour faire respecter les choix des grecs.** Elle sera honteuse et affaiblie si elle fait défaut dans ce moment crucial de l'histoire européenne.

Chaque jour qui passe nous rapproche soit d'un accord avec la Grèce qui ouvrirait un nouveau chemin à l'Europe toute entière, soit de la rupture dont personne ne peut mesurer les conséquences. Nous le disons: **la raison est à Athènes et la folie du côté de ceux qui veulent continuer dans cette spirale meurtrière.** Nous demandons à **François Hollande que la France joue enfin le rôle qui devrait être le sien.**

**Solidaires du peuple grec,  
manifestons avec tous les peuples d'Europe  
À Paris samedi 20 juin 2015 à 14h  
De Stalingrad à la République**

**AUX ACTES CITOYENS!**

**JE REJOINS LE PCF**

Nom :  Prénom :

Adresse :

E-mail :  Tél :

PCF - 23 avenue de Lattre de Tassigny, 91400 Orsay - Courriel : pcfbures@gmail.com

# Le Républicain



Journal des Communistes **de BURES**

## Une renaissance

**VOUS AVEZ EN MAINS LE JOURNAL DES COMMUNISTES DE BURES-SUR-YVETTE, « LE RÉPUBLICAIN DE BURES ».**

Pourquoi faire renaître un titre que les Buressois connaissaient bien, il y a encore quelques années ?

La diversité des expressions dans les grands médias s'est encore rabougrie, l'information distillée par les télévisions, la plupart des journaux, les pouvoirs publics, est manipulée ; elle occulte des pans entiers de la vie sociale, politique, culturelle.

Le pseudo consensus autour de la pensée libérale, de droite ou prétendument de gauche, ne permet même plus aux communistes de faire connaître leur politique<sup>1</sup>. Ceci explique notre volonté de faire revivre notre journal.

Une raison supplémentaire tient à la manœuvre politicarde de la direction de l'UMP : ils s'approprient le titre de « Républicains » pour tenter de faire oublier les relents affairistes liés à leur ancien sigle, et faire croire qu'en changeant de nom, on change d'orientation<sup>2</sup>.

Ce journal, dès ses prochains numéros, sera ouvert à l'expression des militants porteurs des valeurs de transformation sociale, écologique et solidaire. N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et de vos avis... la démocratie a besoin d'échanges et de débat.

1. Avez-vous eu vent du Forum européen des alternatives, réunissant le 30 mai à Paris 5 000 participants de 140 organisations de gauche, venant de 20 pays européens ? Non, bien sûr, aucune télé française n'était présente !
2. Question : combien de fois cette formation a-t-elle changé de nom ? Réponse dans le prochain numéro.

### Hôpital d'Orsay : mouvement de protestation des personnels

Les communistes de Bures-sur-Yvette tiennent à exprimer leur soutien au mouvement de protestation en cours, commencé le 16 avril dernier par les personnels de l'hôpital d'Orsay, à l'initiative des syndicats CGT et Sud, concernant le « plan de retour à l'équilibre financier ».

Dans un courrier adressé au directeur de l'hôpital, M. Wasmer, ils exigent notamment le maintien des effectifs, la ré-internalisation des services logistiques (lingerie, entretien, ambulances...), la suppression de la période de carence entre les départs et les arrivées, et des trois mois de travail de nuit obligatoires pour tous les nouveaux agents recrutés... Il en va de la pérennité et de l'efficacité des services rendus à la population par notre hôpital.



## De la division

Les résultats des élections départementales, désastreux pour le PS, nettement moins mauvais pour le Front de Gauche, ont donné prétexte à l'exécutif (en premier lieu de la part du premier ministre) à une polémique subalterne : la division de la gauche serait la cause de tout ! Avant de parler de division, peut être conviendrait-il de balayer devant sa porte ?

### Leçon de choses n° 1

Dans l'Essonne sur 6 cantons où ont été élus au second tour des conseillers de gauche, 5 au premier tour voyaient des listes Front de Gauche concurrentes des listes PS...

Faire entendre une autre voix à gauche a plutôt été bénéfique...

Le PCF avait on ne peut plus clairement ap-

pelé à battre la droite. Alors que le mode de scrutin et le découpage avaient été taillés sur mesure pour favoriser le PS (du moins l'espérait-il) !

### Leçon de choses n° 2

Prenons deux exemples emblématiques aux élections municipales en Seine-Saint-Denis :

- à Saint-Ouen, la municipalité a été perdue, alors que les listes de gauche étaient très largement majoritaires au premier tour. Mais le PS a refusé la fusion avec la liste FdG arrivée devant lui !
- à Saint-Denis la liste PS arrivée derrière la liste FdG se maintient au second tour avec le soutien implicite, voire explicite, de la droite. La liste FdG passera quand même.

## De la démocratie

Le président élu avait pris un certain nombre d'engagements qui ont vite été rangés dans les placards, comme la lutte contre la finance, la réforme fiscale; en voilà deux autres importants pour notre propos.

### « J'augmenterai les pouvoirs d'initiative et de contrôle du Parlement... »

Depuis que les élections législatives se font dans l'ombre de l'élection présidentielle, l'assemblée nationale est réduite au rang de chambre d'enregistrement.

Pourquoi ne pas lui redonner une plus grande maîtrise de son ordre du jour ?

Pourquoi ne pas supprimer le droit de dissolution ? Droit qui permet à l'exécutif de se livrer à un chantage permanent auprès des « frondeurs ».

Pourquoi ne pas supprimer l'article 49-3, récemment utilisé pour la loi Macron ? De même pour la procédure d'urgence utilisée sous des prétextes baroques.

### « J'introduirai une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale... »

Pourquoi ne pas introduire 50% de proportionnelle (comme en Allemagne). Est-il normal qu'en démocratie deux Partis-État (UMP et PS) représentant 50% du corps électoral aient 85% des députés? C'est donc que 50% des électeurs sont sous représentés. C'est l'une des sources majeures du désintérêt pour les élections et la politique.

C'est le propre des Partis-État de n'accepter la pluralité que sous forme d'appendices utiles et décoratifs et de ne pas respecter les électeurs.

### Vivement la VI<sup>e</sup> république !

## La vérité sur la dette grecque !

On entend dire tout et n'importe quoi sur la dette grecque. Pour en avoir le cœur net, le parlement grec a créé un Comité de l'audit citoyen de la dette. Celui ci est coordonné par Eric Toussaint, universitaire belge spécialiste des dettes du tiers-monde. Il cherche à déterminer quelle part de la dette est illégitime ou illégale. Les travaux ont commencé dans des conditions difficiles car les banques, dont la banque de Grèce présidée par l'ancien ministre des finances du précédent gouvernement, ne fournissent pas volontiers les informations nécessaires.

Quelques premiers éléments apparaissent : avant 2010, une grande partie de la dette vient d'emprunts auprès de banques (allemandes et françaises entre autres) pour financer de grands achats dispendieux et souvent inutiles (armements, télécoms, budget des JO de 2004 multiplié par 4...). La responsabilité des gouvernants grecs d'alors est claire, mais aussi celle des banques et grandes compagnies industrielles occidentales, qui ont poussé à ce jeu en utilisant la corruption. Dès son élection, le gouvernement Tsipras a engagé des procès pour ces affaires de marchés frauduleux (contre Siemens, par exemple, ou des fournisseurs allemands de sous-marins toujours pas livrés car réputés pencher à gauche !)

Depuis 2010 et l'intervention de la Troïka, une grande partie de la dette vient des prêts faits à la Grèce pour sauver les grandes banques occidentales qui avaient été très aventureuses dans la période précédente. C'est d'abord sur cette période que travaillera le comité, avant de remonter dans le temps.

### Et en France ?

Le projet de résolution relative à la dette souveraine, déposé le 7 mai par le député communiste Nicolas Sansu, a été repoussé par les socialistes et la droite.

Le parlementaire, qui est aussi membre de la commission des Finances, a produit un rapport qui démontre que la dette est « un système de domination politique et économique ». Sur 2000 milliards d'euros de dette, Nicolas Sansu chiffre à 600 milliards d'euros le montant de la dette illégitime.

### À quand un audit citoyen de la dette française ?

#### Que ce fût un pays...

Que ce fût un pays, le croyaient-ils autrement que pour le passeport dans leur poche, ceux là à qui l'argent tout d'abord était la patrie, et se retournaient contre lui suivant le chiffre de l'impôt, le taux d'échange des monnaies, les modifications des lois, la réglementation du profit ? Et regardaient avec une jubilation criminelle et sombre les nuages grossir aux frontières, pour en tirer argument...

Louis Aragon, *La Diane Française*, 1942

